

# TRACTATENBLAD

VAN HET

## KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

---

---

JAARGANG 1968 Nr. 104

---

---

A. TITEL

*Administratief Akkoord met betrekking tot de wijze van toepassing van het op 12 oktober 1966 te 's-Gravenhage ondertekende Verdrag tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Portugese Republiek inzake sociale zekerheid;  
Lissabon, 1 mei 1968*

B. TEKST

**Arrangement administratif relatif aux modalités d'application de la Convention entre le Royaume des Pays-Bas et la République Portugaise sur la sécurité sociale, signée à la Haye le 12 octobre 1966**

En application de l'article 33 de la Convention entre le Royaume des Pays-Bas et la République Portugaise sur la sécurité sociale, signée à la Haye le 12 octobre 1966 (ci-après désignée par le terme „Convention”) les autorités compétentes néerlandaise et portugaise ont arrêté, d'un commun accord, les dispositions suivantes:

### TITRE I

#### Dispositions générales

##### Article premier

Aux fins de l'application de la Convention et du présent arrangement

- a. le terme „législation” désigne les lois, les règlements et les dispositions statutaires, existants et futurs, qui concernent les régimes et branches de la sécurité sociale visés au paragraphe premier de l'article premier de la Convention;

- b. le terme „territoire” désigne:
  - du côté néerlandais: le territoire du Royaume en Europe;
  - du côté portugais: le territoire du Portugal continental et les îles adjacentes (Açores et Madère);
- c. le terme „ressortissants” désigne:
  - du côté néerlandais: les personnes de nationalité néerlandaise;
  - du côté portugais: les personnes de nationalité portugaise;
- d. le terme „autorité compétente” désigne:
  - du côté néerlandais: le Ministre des Affaires sociales et de la Santé Publique;
  - du côté portugais: le Ministre des Corporations et de la Prévoyance Sociale;
- e. le terme „institution” désigne l'organisme chargé d'appliquer tout ou partie de la législation;
- f. le terme „institution compétente” désigne l'institution à laquelle l'assuré est affilié au moment de la demande de prestations ou envers laquelle il a ou continuerait à avoir droit aux prestations, s'il résidait dans le pays où se trouve cette institution;
- g. le terme „pays compétent” désigne le pays où se trouve l'institution compétente;
- h. le terme „résidence” signifie le séjour habituel;
- i. le terme „institution du lieu de résidence” désigne l'institution à laquelle l'assuré serait affilié, s'il était assuré dans le pays de sa résidence, ou l'institution désignée par l'autorité compétente du pays intéressé;
- j. le terme „institution du lieu de séjour” désigne l'institution à laquelle l'assuré serait affilié, s'il était assuré dans le pays de son séjour, ou l'institution désignée par l'autorité compétente du pays intéressé;
- k. le terme „membres de la famille” désigne les personnes définies ou admises comme telles par la législation du pays où elles résident; le terme „survivants” désigne les personnes définies ou admises comme telles par la législation au titre de laquelle les prestations sont accordées;
- l. le terme „périodes d'assurance” comprend les périodes de cotisation ou d'emploi, telles qu'elles sont définies ou admises comme périodes d'assurance selon la législation sous laquelle elles ont été accomplies;
- m. le terme „périodes assimilées” désigne les périodes assimilées aux périodes d'assurance dans la mesure où elles sont reconnues par la législation sous laquelle elles ont été accomplies comme équivalentes aux périodes d'assurance;

- n. les termes „prestations”, „pensions” ou „rentes” désignent toutes prestations, pensions, rentes, y compris tous les éléments à charge des fonds publics, les majorations, allocations de révalorisation, ou allocations supplémentaires, ainsi que les prestations en capital qui peuvent être substituées aux pensions ou rentes;
- o. le terme „allocation au décès” désigne toute somme versée en une seule fois en cas de décès;
- p. le terme „organisme de liaison” désigne:
  - 1. aux Pays-Bas:
    - a. pour les prestations en nature en cas de maladie et de maternité: le „Ziekenfondsraad” (Conseil des caisses de maladie) à Amsterdam;
    - b. pour les pensions de vieillesse et de survie, ainsi que pour les allocations familiales: le „Sociale Verzekeringsbank” (Banque de l'Assurance Sociale) à Amsterdam;
  - 2. au Portugal:

La „Caixa Central de Segurança Social dos Trabalhadores Migrantes”.

## Article 2

Dans les cas visés à l'alinéa *a* de l'article 7 de la Convention, l'organisme de liaison compétent, du pays dont la législation reste applicable, remet au travailleur un certificat de détachement attestant qu'il demeure soumis à cette législation.

Ce certificat doit être produit, le cas échéant, par le préposé de l'employeur dans l'autre pays, si un tel préposé existe, sinon par le travailleur lui-même.

Lorsque plusieurs travailleurs sont envoyés simultanément dans l'autre pays en vue d'y effectuer un travail en commun et d'en revenir, en même temps, un seul certificat peut couvrir tous ces travailleurs.

## Article 3

1. Pour l'exercice du droit d'option, conformément à l'article 8, paragraphe 2, de la Convention le travailleur adresse, en informant en même temps son employeur, une demande à l'organisme de liaison compétent du pays représenté.

2. L'organisme de liaison auquel la demande est adressée en informe l'organisme de liaison de l'autre pays.

**TITRE II****Dispositions particulières****CHAPITRE I***Maladie, maternité et décès (allocation funéraire)***Article 4**

1. Pour bénéficier de la totalisation des périodes d'assurance et périodes assimilées, le travailleur visé au paragraphe premier de l'article 11 de la Convention est tenu de présenter à l'institution compétente une attestation relative aux périodes d'assurance et périodes assimilées, accomplies sous la législation à laquelle il a été soumis immédiatement avant la date de sa dernière entrée dans le pays compétent.

2. L'attestation est délivrée, à la demande du travailleur, par l'institution de l'assurance maladie en matière des prestations en espèces, auprès de laquelle il était assuré en dernier lieu avant ladite date. Si le travailleur n'était assuré qu'en matière des prestations en nature, l'attestation est délivrée par l'institution de l'assurance maladie en matière des prestations en nature. Ladite institution indique que le travailleur n'a pas été assuré en vertu de l'assurance maladie en matière des prestations en espèces. L'attestation se rapporte à une période d'une année. Si le travailleur ne présente pas l'attestation, l'institution compétente du pays où il s'est rendu demande à l'institution susvisée d'établir et de lui transmettre l'attestation.

3. Lorsque le travailleur visé au paragraphe premier de l'article 11 de la Convention s'est vu reconnaître, pour lui-même ou pour un membre de sa famille, le droit à une prothèse, à un grand appareillage ou à d'autres prestations en nature d'une grande importance par l'institution compétente du pays où le travailleur était assuré en dernier lieu avant son entrée dans l'autre pays, ces prestations sont à la charge de cette institution, même si elles sont effectivement fournies après son départ.

**Article 5**

1. Pour bénéficier des prestations en vertu du paragraphe 2 de l'article 11 de la Convention le travailleur présente à l'institution du lieu de sa résidence une attestation délivrée par l'institution compétente du pays où il a été assuré en dernier lieu avant le transfert de sa résidence prouvant qu'il a droit à ces prestations et contenant la demande à la première institution de servir ces prestations. Cette attestation indique notamment la durée maximale pendant laquelle elles peuvent être servies. Si le travailleur ne présente pas cette attestation, l'institution du lieu de résidence s'adresse à l'autre institution pour l'obtenir.

2. La disposition du paragraphe 4 de l'article 12 de la Convention est applicable par analogie.

#### Article 6

1. Pour bénéficier des soins médicaux, y compris, le cas échéant, l'hospitalisation, lors d'un séjour temporaire dans le pays autre que le pays compétent, le travailleur visé au paragraphe premier de l'article 12 de la Convention est tenu de présenter à l'institution du lieu de séjour une attestation délivrée par l'institution compétente, autant que possible avant le début du séjour temporaire, certifiant qu'il a droit aux prestations susmentionnées. Cette attestation indique notamment la durée de la période pendant laquelle ces prestations peuvent être servies. Si le travailleur ne présente pas ladite attestation, l'institution du lieu de séjour s'adresse à l'institution compétente pour l'obtenir.

2. En cas d'hospitalisation, l'institution du lieu de séjour notifie à l'institution compétente, dans un délai de trois jours suivant la date à laquelle elle en a pris connaissance, la date d'entrée dans un hôpital ou dans un autre établissement médical et la durée probable de l'hospitalisation; lors de la sortie de l'hôpital ou de l'autre établissement médical, l'institution du lieu de séjour notifie, dans le même délai, à l'institution compétente, la date de sortie.

3. Afin d'obtenir l'autorisation à laquelle l'octroi des prestations visées au paragraphe 4 de l'article 12 de la Convention est subordonné, l'institution du lieu de séjour adresse une demande à l'institution compétente. Lorsque ces prestations ont été servies, en cas d'urgence absolue, sans l'autorisation de l'institution compétente, l'institution du lieu de séjour en avise immédiatement ladite institution.

4. Les cas d'urgence absolue au sens de l'article 12, paragraphe 4 de la Convention sont ceux où le service de la prestation ne peut être différé sans mettre gravement en danger la vie ou la santé de l'intéressé. Dans le cas où une prothèse ou un appareillage est accidentellement cassé ou détérioré, il suffit pour établir l'urgence absolue, de justifier la nécessité de la réparation ou du renouvellement de la fourniture en question.

#### Article 7

1. Pour bénéficier des prestations en nature dans le pays de sa nouvelle résidence, le travailleur visé au paragraphe 2 de l'article 12 de la Convention est tenu de présenter à l'institution du lieu de sa nouvelle résidence une attestation certifiant qu'il est autorisé à conserver le bénéfice des prestations après le transfert de sa résidence.

L'institution compétente indique, le cas échéant, dans cette attes-

tation la durée maximale pendant laquelle ces prestations peuvent encore être servies, selon les dispositions de la législation du pays compétent.

L'institution compétente peut, après le départ, et à la requête du travailleur, délivrer l'attestation, lorsque celle-ci n'a pu être établie antérieurement pour des raisons de force majeure.

2. Aux fins du service des prestations par l'institution de la nouvelle résidence du travailleur, les dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 6 du présent arrangement sont applicables par analogie.

3. L'institution de la nouvelle résidence procède périodiquement, soit de sa propre initiative, soit à la demande de l'institution compétente, à l'examen du bénéficiaire en vue de déterminer si les soins médicaux sont effectivement et régulièrement dispensés. Elle avise sans délai l'institution compétente du résultat de ces examens. La continuation de la prise en charge des soins médicaux par l'institution compétente est subordonnée à l'accomplissement de ces règles.

4. Lorsque l'institution du lieu de résidence constate que l'hospitalisation doit prendre fin, elle notifie au travailleur la date de la fin de l'hospitalisation et adresse immédiatement copie de cette notification à l'institution compétente.

#### Article 8

Les dispositions des articles 6 et 7 sont applicables par analogie pour l'octroi des prestations en nature aux membres de la famille visé au paragraphe 6 de l'article 12 de la Convention.

#### Article 9

1. Pour bénéficier des prestations en nature dans le pays de leur résidence, les membres de la famille visés au paragraphe premier de l'article 13 de la Convention sont tenus de se faire inscrire auprès de l'institution du lieu de leur résidence, en présentant les pièces justificatives suivantes:

(i) une attestation délivrée, à la demande du travailleur, par l'institution compétente, certifiant l'existence du droit aux prestations en nature du travailleur et indiquant les noms des membres de sa famille communiqués par le travailleur. Cette attestation est valable aussi longtemps que l'institution compétente n'a pas notifié à l'institution du lieu de résidence l'annulation de ladite attestation;

(ii) les pièces justificatives normalement exigées par la législation du pays de résidence pour l'octroi des prestations en nature aux membres de la famille.

2. L'institution du lieu de résidence fait connaître à l'institution compétente si les membres de la famille ont droit ou non aux prestations en vertu de la législation appliquée par la première institution.

3. L'octroi des prestations en nature aux membres de la famille est subordonnée à la validité de l'attestation visée au paragraphe premier du présent article.

4. Le travailleur et les membres de sa famille sont tenus d'informer l'institution du lieu de résidence de ces derniers de tout changement dans leur situation susceptible de modifier le droit des membres de la famille aux prestations en nature, notamment tout abandon ou changement d'emploi du travailleur ou tout transfert de la résidence ou du séjour de celui-ci ou d'un membre de sa famille.

5. L'institution du lieu de résidence prête ses bons offices à l'institution compétente en vue d'exercer un recours contre le bénéficiaire qui a obtenu indûment des prestations.

#### Article 10

Dans le cas visé au paragraphe 2 de l'article 13 de la Convention, l'institution compétente demande, s'il est nécessaire, à l'institution du lieu de la dernière résidence de tout membre de la famille ayant transféré sa résidence dans le pays compétent, de lui fournir des renseignements relatifs à la période du service de prestations effectué immédiatement avant ce transfert.

#### Article 11

1. Pour bénéficier des prestations en nature dans le pays de sa résidence, le titulaire d'une pension ou d'une rente visé au paragraphe 2 de l'article 15 de la Convention est tenu de se faire inscrire auprès de l'institution du lieu de sa résidence, en présentant une attestation par laquelle, selon le pays dont relève l'institution débitrice de la pension ou de la rente, la „Caixa Central de Segurança Social dos Trabalhadores Migrantes” ou le „Ziekenfondsraad”, fait connaître que le titulaire de la pension ou de la rente a droit, pour lui-même et pour les membres de sa famille, aux prestations en nature. L'organisme qui a délivré l'attestation transmet le double de celle-ci à l'organisme du pays de résidence du titulaire.

2. Le titulaire d'une pension ou d'une rente est tenu d'informer l'institution du lieu de sa résidence de tout changement dans sa situation susceptible de modifier son droit aux prestations en nature, notamment toute suspension ou suppression de sa pension ou de sa rente et tout transfert de sa résidence ou de celle des membres de sa famille.

3. L'organisme qui a établi l'attestation peut informer l'organisme du lieu de résidence du titulaire de la pension ou de la rente de la fin des droits à prestations en nature du titulaire.

## Article 12

1. Pour bénéficier des prestations en espèces lors d'un séjour dans le pays autre que le pays compétent le travailleur est tenu de s'adresser immédiatement à l'institution du lieu de séjour en présentant dans le cas visé au paragraphe 2 de l'article 11 de la Convention l'attestation visée à l'article 5, paragraphe 1, dans le cas visé au paragraphe 1 de l'article 12 de la Convention l'attestation visée à l'article 6 paragraphe 1 et dans le cas visé au paragraphe 2 de l'article 12 de la Convention l'attestation visée à l'article 7, paragraphe 1. Si la législation appliquée par cette institution le prévoit, il en ajoute un certificat d'incapacité de travail délivré par le médecin traitant. Il indique en outre son adresse dans le pays où il séjourne, ainsi que le nom et l'adresse de son employeur et de l'institution compétente.

2. Si le travailleur ne présente pas l'attestation visé au paragraphe précédent, l'institution du lieu de séjour s'adresse à l'institution compétente pour obtenir une telle attestation ou une déclaration que le travailleur est encore assuré suivant la législation du pays compétent. Néanmoins l'attestation visée à l'article 7, paragraphe 1 n'est établi après le transfert de résidence que si celle-ci, pour des raisons de force majeure n'a pu être établie antérieurement.

## Article 13

1. L'institution du lieu de séjour procède dès que possible et en tout cas, dans le délai de trois jours suivant la date à laquelle le travailleur s'est adressé à cette institution, à un contrôle médical du travailleur par un de ses médecins contrôleurs. Dans le cas où l'institution compétente a indiqué dans l'attestation visée à l'article 7, paragraphe 1, une date à laquelle le travailleur doit être soumis au contrôle médical, l'institution du lieu de la nouvelle résidence peut différer le premier contrôle médical jusqu'à cette date.

2. Le rapport du médecin-contrôleur, qui indique si le travailleur est incapable de travail, et en cas affirmatif la date du début de l'incapacité de travail, le diagnostic et la durée probable de l'incapacité de travail, est adressé par l'institution du lieu de séjour à l'institution compétente dans un délai de trois jours suivant la date du contrôle. L'institution du lieu de séjour indique la date à laquelle le travailleur s'est présenté à cette institution.

## Article 14

1. Le travailleur est soumis au règlement de contrôle administratif de l'institution du lieu de séjour.

2. Après le premier contrôle médical l'institution du lieu de séjour continue le contrôle médical et administratif comme s'il s'agissait de son propre assuré. Le contrôle médical est effectué de cette fréquence

que le travailleur est réexaminé à la fin de la période pendant laquelle il resterait probablement incapable de travail selon le dernier rapport de contrôle médical.

3. Les rapports médicaux, indiquant si le travailleur est encore incapable de travail, le diagnostic et la durée probable de l'incapacité de travail, sont adressés par l'institution du lieu de séjour à l'institution compétente dans un délai de trois jours suivant la date du contrôle.

4. Lorsque l'institution du lieu de séjour constate que le travailleur viole le règlement du contrôle administratif, elle en communique immédiatement à l'institution compétente en décrivant la nature de la violation et indiquant quelles conséquences sont liées habituellement à une telle violation par l'institution du lieu de séjour quand il s'agirait de son propre assuré.

#### Article 15

1. Lorsque le médecin-contrôleur constate que le travailleur est ou sera apte à reprendre le travail, l'institution du lieu de séjour lui notifie aussitôt la fin de son incapacité de travail et adresse, sans délai, une copie de cette notification à l'institution compétente, en ajoutant le rapport du médecin-contrôleur.

2. Lorsque l'institution compétente, sur la base des renseignements qu'elle a reçus décide que le travailleur est apte à reprendre le travail, elle lui notifie sa décision en adressant une copie de cette notification à l'institution du lieu de résidence.

3. Si, dans le même cas, deux dates différents de la fin de l'incapacité de travail sont fixées par l'institution du lieu de résidence et par l'institution compétente, la date fixée par l'institution compétente l'emporte.

#### Article 16

S'il est médicalement constaté que l'état de santé du travailleur ne l'empêche pas de retourner dans le pays compétent, l'institution du lieu de séjour le lui notifie immédiatement et adresse une copie de cette notification à l'institution compétente.

#### Article 17

L'institution compétente verse les prestations en espèces par mandat-poste international. Toutefois ces prestations peuvent être servies par l'institution du lieu de séjour pour le compte de l'institution compétente, si cette dernière est d'accord. Dans ce cas l'institution compétente fait connaître à l'institution du lieu de séjour le montant des prestations et la ou les dates auxquelles celles-ci doivent être payées, ainsi que la durée maximale du service des prestations.

## Article 18

1. En ce qui concerne les prestations en nature servies en vertu des dispositions du paragraphe 2 de l'article 11 et des paragraphes premier, 2 et 6 de l'article 12 de la Convention, le montant effectif des dépenses afférentes auxdites prestations, telles qu'elles résultent de la comptabilité des institutions, est remboursé par les institutions compétentes aux institutions qui ont servi les prestations susvisées.

2. Ne peuvent être pris en compte, pour le remboursement, des tarifs supérieurs à ceux qui sont applicables aux prestations en nature servies aux travailleurs soumis à la législation appliquée par l'institution ayant servi les prestations visées au paragraphe premier du présent article.

3. La disposition du paragraphe premier du présent article est applicable par analogie au remboursement des prestations en espèces servies conformément aux dispositions de la deuxième phrase de l'article 17, du présent arrangement.

## Article 19

1. En ce qui concerne les prestations en nature servies en vertu des dispositions du paragraphe premier de l'article 13 de la Convention, les dépenses afférentes auxdites prestations sont évaluées forfaitairement pour chaque année civile.

2. Le montant forfaitaire est établi en multipliant le coût moyen annuel par famille par le nombre moyen annuel des familles à prendre en compte.

3. Le coût moyen annuel par famille est égal, pour chaque pays, à la moyenne par famille des dépenses annuelles afférentes au total des prestations en nature servies par les institutions du pays où la famille réside à l'ensemble des familles des assurés soumis à la législation de ce pays.

## Article 20

1. En ce qui concerne les prestations en nature servies en vertu des dispositions du paragraphe 2 de l'article 15 de la Convention, les dépenses afférentes auxdites prestations sont évaluées forfaitairement pour chaque année civile.

2. Le montant forfaitaire est établi en multipliant le coût moyen annuel par titulaire de pension ou de rente et membre de la famille du titulaire visé par le nombre moyen annuel des titulaires de pension ou de rente et membres de leurs familles à prendre en compte.

3. Le coût moyen par titulaire de pension ou de rente et membre de la famille du titulaire visé est égal, pour chaque pays, à la moyenne par titulaire de pension ou de rente et membre de la famille des dépenses annuelles afférentes au total des prestations en nature servies

par les institutions du pays où le titulaire réside à l'ensemble des titulaires de pension ou de rente (y compris les membres de leurs familles) soumis à la législation de ce pays.

4. En appliquant les paragraphes premier 2 et 3 de cet article on peut faire des calculs différents selon le groupement d'âge, auquel appartiennent les titulaires d'une pension ou d'une rente.

#### Article 21

1. Le remboursement prévu à l'article 16 de la Convention est effectué par l'intermédiaire des organismes de liaison compétents.

2. Les organismes visés au paragraphe précédent peuvent convenir que les montants visés aux articles 19 et 20 du présent arrangement sont majorés d'un certain pourcentage pour frais d'administration. Pour l'application des dispositions des articles 18 à 20 ils pourront conclure des arrangements plus précis, notamment concernant le versement des avances.

### CHAPITRE 2

#### *Invalidité, vieillesse et décès (pensions) Introduction et instructions des demandes*

#### Article 22

1. Pour bénéficier des prestations en vertu des dispositions du chapitre 2 du Titre III de la Convention le travailleur ou le survivant d'un travailleur est tenu d'adresser une demande à l'institution compétente du lieu de sa résidence selon les modalités prévues par la législation du pays de résidence.

2. Lorsque le travailleur ou le survivant d'un travailleur, ne résidant pas aux Pays-Bas ou au Portugal, sollicite le bénéfice d'une prestation en vertu des dispositions du chapitre 2 du Titre III de la Convention il est tenu d'adresser sa demande à l'institution compétente du pays à la législation duquel le travailleur a été soumis en dernier lieu.

3. Le demandeur précise, dans la mesure du possible, la ou les institutions des deux pays auxquelles le travailleur a été affilié, soit le ou les employeurs par lesquels il a été occupé dans les deux pays.

#### Article 23

La demande introduite conformément aux dispositions de l'article précédent est instruite par l'institution compétente à laquelle elle a été adressée. Cette institution est désignée ci-après par le terme „institution d'instruction”.

## Article 24

1. Pour l'instruction des demandes de prestations, l'institution d'instruction utilise un formulaire comportant notamment les renseignements d'état civil indispensables, le relevé et la récapitulation des périodes d'assurance et périodes assimilées accomplies par l'assuré sous les législations auxquelles il a été soumis.

2. La transmission de ce formulaire à l'institution compétente de l'autre pays tient lieu de transmission des pièces justificatives.

## Article 25

1. L'institution d'instruction porte, sur le formulaire prévu à l'article précédent, les périodes d'assurance et périodes assimilées accomplies sous la législation qu'elle applique et envoie deux exemplaires dudit formulaire à l'institution compétente de l'autre pays.

2. Cette institution complète le formulaire par l'indication des périodes d'assurance et périodes assimilées accomplies sous la législation qu'elle applique et le renvoie en double exemplaire à l'institution d'instruction. En outre sont portés sur le formulaire les renseignements suivants:

le montant des droits qui s'ouvrent au titre de la législation, que cette institution applique compte tenu des dispositions du chapitre 2 du Titre III de la Convention, le montant de la prestation à laquelle le demandeur pourrait prétendre, sans application des dispositions de l'article 18 de la Convention, pour les seules périodes d'assurance et périodes assimilées accomplies sous la législation qu'elle applique, ainsi que l'indication des voies et délais de recours.

## Article 26

1. Si l'institution d'instruction constate que le demandeur a droit au bénéfice des dispositions du paragraphe 2 de l'article 19 de la Convention, elle détermine le complément auquel le demandeur a droit en vertu desdites dispositions.

2. Pour l'application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 19 de la Convention, la conversion des montants libellés en différentes monnaies nationales est effectuée au cours officiel de change valable au jour où la pension est liquidée. En cas de variations de ce cours, il n'est procédé à la révision de la pension que lorsque ces variations dépassent dix pour cent.

## Article 27

1. L'institution d'instruction notifie au demandeur l'ensemble des décisions prises concernant la liquidation des prestations qui lui sont

dues, ainsi que les voies et les délais de recours prévus par chacune des législations appliquées.

2. L'institution d'instruction adresse copie de cette notification à l'institution compétente de l'autre pays en indiquant la date à laquelle cette notification a été adressée au demandeur.

### *Païement des prestations*

#### Article 28

1. Les prestations dues par une institution d'un pays aux titulaires résidant dans l'autre pays sont versées directement et aux échéances prévues par la législation qu'elle applique.

2. L'institution débitrice verse les prestations par mandat-poste international et en avise pour la première fois l'institution du lieu de résidence. Toutefois, le paiement de ces prestations est effectué à la demande de l'institution débitrice par l'institution du lieu de résidence. Dans ce cas, l'institution compétente fait connaître à l'institution du lieu de résidence le montant des prestations et la ou les dates auxquelles celles-ci doivent être payées, ainsi que la durée maximale du service des prestations.

#### Article 29

Les prestations sont versées aux titulaires sans déduction des frais postaux ou bancaires.

## CHAPITRE 3

### *Accidents du travail et maladies professionnelles*

#### Article 30

Les dispositions du présent arrangement relatives aux prestations en cas de maladie sont applicables par analogie aux prestations auxquelles peut prétendre un travailleur victime d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle.

## CHAPITRE 4

### *Chômage et allocations familiales*

#### Article 31

1. Pour bénéficier de l'une des dispositions des articles 29 et 31 de la Convention l'intéressé est tenu de présenter à l'institution compétente une attestation relative aux périodes à prendre en compte, dans la mesure où il est nécessaire d'y faire appel pour compléter

les périodes accomplies en vertu de la législation appliquée par ladite institution.

2. L'attestation est délivrée, à la demande de l'intéressé, par l'institution à laquelle il a été affilié antérieurement en dernier lieu dans l'autre pays. Si l'intéressé ne présente pas l'attestation, l'institution compétente demande à l'institution en question d'établir et de lui transmettre l'attestation.

### TITRE III

#### Dispositions diverses

##### Article 32

1. Dans les cas visés aux articles 10, 18, paragraphe premier, article 19, paragraphe premier, alinéa *b*, et des articles 29 et 31 de la Convention, les périodes d'assurance et les périodes assimilées accomplies sous les législations des deux pays sont totalisées dans la mesure où il est nécessaire, en vue de l'acquisition, du maintien ou du recouvrement du droit aux prestations ainsi que pour le calcul des prestations, conformément aux règles suivantes:

- a.* lorsqu'une période d'assurance accomplie au titre d'une assurance obligatoire sous la législation d'un pays coïncide avec une période d'assurance accomplie au titre d'une assurance volontaire ou facultative continuée sous la législation de l'autre pays, seule la première est prise en compte;
- b.* lorsqu'une période d'assurance accomplie sous la législation d'un pays coïncide avec une période assimilée sous la législation de l'autre pays, seule la première est prise en compte;
- c.* toute période assimilée à la fois en vertu des législations des deux pays, n'est prise en compte que par l'institution du pays à la législation duquel l'assuré a été soumis à titre obligatoire en dernier lieu avant ladite période; au cas où l'assuré n'aurait pas été soumis à titre obligatoire à une législation d'un pays avant ladite période, celle-ci est prise en compte par l'institution compétente du pays à la législation duquel il a été soumis à titre obligatoire pour la première fois après la période en question;
- d.* au cas où l'époque à laquelle certaines périodes ont été accomplies sous la législation d'un pays ne peut être déterminée de façon précise, il est présumé que ces périodes ne se superposent pas à des périodes d'assurance accomplies sous la législation de l'autre pays et il en est tenu compte, dans la mesure, où elles peuvent être utilement prises en considération.

2. Si, en vertu de l'alinéa *a* du paragraphe 1 du présent article, des périodes d'assurance accomplies au titre d'une assurance volon-

taire ou facultative continuée sous la législation d'un pays en matière d'assurance-invalidité, vieillesse et décès (pensions) ne sont pas prises en compte, les cotisations afférentes à ces périodes sont considérées comme destinées à améliorer les prestations dues au titre de ladite législation.

### *Contrôle administratif et médical*

#### Article 33

1. Le contrôle administratif et médical des bénéficiaires de prestations en vertu de la législation portugaise qui résident aux Pays-Bas est effectué, à la demande de l'institution compétente par l'intermédiaire:

- a. du „Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging”, s'il s'agit de prestations en espèces en cas de maladie et d'invalidité;
- b. de la „Sociale Verzekeringsbank”, s'il s'agit d'autres prestations en espèces.

2. Le contrôle administratif et médical des bénéficiaires de prestations en vertu de la législation néerlandaise, qui résident au Portugal est effectué à la demande de l'institution compétente, par l'intermédiaire de la „Caixa Central de Segurança Social dos Trabalhadores Migrantes”.

3. Toute institution compétente conserve toutefois la faculté de faire procéder à l'examen du bénéficiaire par un médecin de son choix.

4. Pour l'évaluation du degré d'invalidité, les institutions de chaque pays tiennent compte des constatations médicales ainsi que des renseignements d'ordre administratif recueilli par les institutions de l'autre pays.

5. Les renseignements transmis aux institutions compétentes et notamment les rapports médicaux sont accompagnés de leur traduction en langue française ou anglaise.

#### Article 34

Lorsque, à la suite du contrôle visé à l'article 33 du présent arrangement il est constaté que le bénéficiaire des prestations est occupé alors qu'il est au bénéfice des prestations, ou qu'il dispose de ressource excédant la limite prescrite, ou qu'il a repris le travail, un rapport est adressé à l'institution compétente. Ce rapport indique notamment la nature de l'emploi effectué, le montant des gains ou ressources dont l'intéressé a disposé au cours du dernier trimestre écoulé, la rémunération normale perçue dans la même région par un travailleur de la catégorie professionnelle à laquelle appartenait l'intéressé dans la profession qu'il exerçait avant de devenir invalide,

ainsi que, le cas échéant, l'avis d'un médecin expert sur l'état de santé de l'intéressé.

#### Article 35

Lorsque, après suspension des prestations dont il bénéficiait l'intéressé recouvre son droit à prestations alors qu'il réside sur le territoire de l'autre pays, les institutions en cause échangent tous renseignements utiles en vue de reprendre le service desdites prestations.

#### Article 36

Les frais résultant du contrôle administratif, ainsi que des examens médicaux, mises en observation, déplacements des médecins et vérifications de tout genre, nécessaires à l'octroi ou à la révision des prestations sont remboursés à l'institution chargée de ce contrôle ou de ces vérifications sur la base du tarif appliqué par cette dernière institution.

#### Article 37

Toutes les difficultés relatives à l'application du présent arrangement seront réglées par une commission composée des représentants, compétents dans la matière de la sécurité sociale, des autorités compétentes, qui peuvent se faire accompagner par des experts. La commission se réunit alternativement dans l'un et l'autre pays.

#### Article 38

1. Les organismes de liaison peuvent fixer, d'un commun accord, des formulaires nécessaires pour les attestations, requêtes et autres documents exigés pour l'application de la Convention.

2. En outre, ils peuvent prendre, d'un commun accord, des mesures complémentaires d'ordre administratif pour l'application du présent arrangement.

#### Article 39

Le présent arrangement entrera en vigueur le même jour que la Convention. Il aura la même durée que la Convention.

FAIT en double exemplaire en langue française à Lisbonne, le 1er mai 1968.

*Pour le Ministre néerlandais:*

(s.) G. E. VAN ITTERSUM

*Le Ministre portugais:*

(s.) JOSÉ JOÃO GONÇALVES DE PROENÇA

### C. VERTALING

## **Administratief Akkoord met betrekking tot de wijze van toepassing van het op 12 oktober 1966 te 's-Gravenhage ondertekende Verdrag tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Portugese Republiek inzake sociale zekerheid**

Voor de toepassing van artikel 33 van het op 12 oktober 1966 te 's-Gravenhage ondertekende Verdrag tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Portugese Republiek inzake sociale zekerheid (hierna aangeduid met de term „Verdrag”) hebben de bevoegde Nederlandse en Portugese autoriteiten in gemeen overleg de volgende regelen vastgesteld:

### **TITEL I**

#### **Algemene bepalingen**

##### **Artikel 1**

Voor de toepassing van het Verdrag en van dit Akkoord:

- a. worden onder „wetgeving” of „wettelijke regeling” verstaan: de bestaande en toekomstige wetten, reglementen en statutaire bepalingen met betrekking tot de in artikel 1, eerste lid, van het Verdrag vermelde regelingen en takken van sociale zekerheid;
- b. wordt onder „grondgebied” verstaan:  
van Nederlandse zijde: het grondgebied van het Rijk in Europa;  
van Portugese zijde: het continentale grondgebied van Portugal en de aangrenzende eilanden (de Azoren en Madeira);
- c. wordt onder „onderdanen” verstaan:  
van Nederlandse zijde: personen van Nederlandse nationaliteit;  
van Portugese zijde: personen van Portugese nationaliteit;
- d. wordt onder „bevoegde autoriteit” verstaan:  
van Nederlandse zijde: de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid;  
van Portugese zijde: de Minister van Corporaties en Sociale Voorzorg;
- e. wordt onder „orgaan” verstaan het lichaam dat tot taak heeft de gehele wetgeving of een deel daarvan uit te voeren;
- f. wordt onder „bevoegd orgaan” verstaan: het orgaan waarbij de verzekerde is aangesloten op het tijdstip, waarop hij om uitkering verzoekt of tegenover hetwelk hij recht op prestaties bezit of zou blijven bezitten, indien hij woonachtig was in het land waar dit orgaan zich bevindt;

- g. wordt onder „bevoegd land” verstaan het land waar het bevoegde orgaan zich bevindt;
- h. wordt onder „woonplaats” verstaan de normale verblijfplaats;
- i. wordt onder „orgaan van de woonplaats” verstaan het orgaan waarbij de verzekerde aangesloten zou zijn indien hij verzekerd was in het land van zijn woonplaats, of het door de bevoegde autoriteit van het betrokken land aangewezen orgaan;
- j. wordt onder „orgaan van de verblijfplaats” verstaan het orgaan waarbij de verzekerde aangesloten zou zijn, indien hij verzekerd was in het land van zijn verblijfplaats, of het door de bevoegde autoriteit van het betrokken land aangewezen orgaan;
- k. worden onder „gezinsleden” verstaan de personen, die als zodanig worden omschreven of aangemerkt door de wetgeving van het land waar zij wonen; onder „nagelaten betrekkingen” worden verstaan de personen, die als zodanig door de wetgeving uit hoofde waarvan de uitkeringen zijn toegekend worden omschreven of aangemerkt;
- l. worden onder „tijdvakken van verzekering” verstaan de tijdvakken van premiebetaling of arbeid, welke als tijdvakken van verzekering worden omschreven of aangemerkt volgens de wetgeving waaronder zij zijn vervuld;
- m. worden onder „gelijkgestelde tijdvakken” verstaan de met tijdvakken van verzekering gelijkgestelde tijdvakken, voor zover zij door de wetgeving waaronder zij zijn vervuld, met tijdvakken van verzekering worden gelijkgesteld;
- n. worden onder „uitkeringen”, „pensioenen” of „renten” verstaan alle uitkeringen, pensioenen, renten, met inbegrip van alle bedragen ten laste van de openbare middelen, de verhogingen, de uitkeringen op grond van herziening of de aanvullende uitkeringen, alsmede de als afkoopsom uitgekeerde bedragen, welke in de plaats kunnen treden van pensioenen of renten;
- o. wordt onder „uitkering bij overlijden” verstaan elk bedrag ineens, dat in geval van overlijden wordt uitgekeerd;
- p. wordt onder „verbindingsorgaan” verstaan:
  - 1. in Nederland:
    - a. voor de verstrekkingen in geval van ziekte en moederschap: de Ziekenfondsraad te Amsterdam;
    - b. voor de ouderdoms- en overlevingspensioenen, alsmede voor de kinderbijslagen: de Sociale Verzekeringsbank te Amsterdam;
    - c. in alle andere gevallen: het Gemeenschappelijk Administratiekantoor te Amsterdam.

## 2. in Portugal:

de „Caixa Central de Segurança Social dos Trabalhadores Migrantes” (Centrale Kas voor de Sociale Zekerheid van migrerende werknemers).

### Artikel 2

In de gevallen, bedoeld in alinea *a* van artikel 7 van het Verdrag, reikt het bevoegde verbindingsorgaan van het land, waarvan de wetgeving van toepassing blijft, aan de werknemer een bewijs van detachering uit, waarin wordt verklaard, dat hij aan die wetgeving onderworpen blijft.

Dit bewijs moet, zo nodig, door de vertegenwoordiger van de werkgever in het andere land, indien er een zodanige vertegenwoordiger is, of anders door de werknemer zelf worden overgelegd.

Wanneer verscheidene werknemers tegelijkertijd naar het andere land worden uitgezonden, teneinde er gezamenlijk een werk te verrichten en er tegelijkertijd van terug te keren, kan met één bewijsstuk voor al deze werknemers worden volstaan.

### Artikel 3

1. Voor de uitoefening van het recht van keuze overeenkomstig het tweede lid van artikel 8 van het Verdrag richt de werknemer, terwijl hij tegelijkertijd zijn werkgever op de hoogte stelt, een verzoek aan het bevoegde verbindingsorgaan van het vertegenwoordigde land.

2. Het verbindingsorgaan, waaraan het verzoek is gericht, stelt het verbindingsorgaan van het andere land daarvan op de hoogte.

## TITEL II

### Bijzondere bepalingen

#### HOOFDSTUK 1

##### *Ziekte, moederschap en overlijden (begrafenisuitkering)*

### Artikel 4

1. Om in aanmerking te komen voor de samentelling van de tijdvakken van verzekering en de daarmee gelijkgestelde tijdvakken, dient de in het eerste lid van artikel 11 van het Verdrag bedoelde werknemer aan het bevoegde orgaan een verklaring over te leggen met betrekking tot de tijdvakken van verzekering en de daarmee gelijkgestelde tijdvakken, vervuld krachtens de wetgeving waaraan hij onmiddellijk vóór de datum van zijn laatste aankomst in het bevoegde land onderworpen is geweest.

2. De verklaring wordt op verzoek van de werknemer verstrekt door het orgaan van de ziekteverzekering inzake uitkeringen, waarbij hij vóór genoemde datum laatstelijk verzekerd was. Indien de werknemer slechts verzekerd was terzake van verstrekkingen, wordt de verklaring verstrekt door het orgaan van de ziekteverzekering inzake verstrekkingen. Genoemd orgaan vermeldt dat de werknemer terzake van uitkeringen niet verzekerd was krachtens de ziekteverzekering. De verklaring heeft betrekking op een tijdvak van één jaar. Wanneer de werknemer de verklaring niet overlegt, verzoekt het bevoegde orgaan van het land, waarheen hij zich heeft begeven, het bovenbedoelde orgaan om opstelling en toezending van de verklaring.

3. Indien aan de in het eerste lid van artikel 11 van het Verdrag bedoelde werknemer voor zichzelf of voor een lid van zijn gezin het recht op een prothese, een kunstmiddel van grotere omvang of andere belangrijke verstrekkingen is toegekend door het bevoegde orgaan van het land, waar de werknemer vóór zijn aankomst in het andere land laatstelijk verzekerd was, komen deze verstrekkingen ten laste van dit orgaan, zelfs indien zij in feite na zijn vertrek worden verleend.

#### Artikel 5

1. Om krachtens het tweede lid van artikel 11 van het Verdrag in aanmerking te komen voor verstrekkingen, legt de werknemer aan het orgaan van zijn woonplaats een verklaring, afgegeven door het bevoegde orgaan van het land, waar hij laatstelijk verzekerd is geweest voor de overbrenging van zijn woonplaats, over, waaruit blijkt, dat hij recht heeft op deze verstrekkingen. Deze verklaring bevat het verzoek aan het eerstgenoemde orgaan om deze verstrekkingen te verlenen. Deze verklaring geeft in het bijzonder aan gedurende welke tijd zij ten hoogste kunnen worden verleend.

Indien de werknemer genoemde verklaring niet overlegt, wendt het orgaan van de woonplaats zich tot het andere orgaan teneinde deze te verkrijgen.

2. Het bepaalde in het vierde lid van artikel 12 van het Verdrag is van overeenkomstige toepassing.

#### Artikel 6

1. Om tijdens een tijdelijk verblijf in het andere land in aanmerking te komen voor geneeskundige behandeling, eventueel met inbegrip van opname in een ziekenhuis, dient de werknemer, bedoeld in het eerste lid van artikel 12 van het Verdrag, zo mogelijk voor de aanvang van zijn tijdelijk verblijf, aan het orgaan van de verblijfplaats een door het bevoegde orgaan afgegeven verklaring over te leggen, waaruit blijkt, dat hij recht heeft op bovengenoemde verstrekkingen. In deze verklaring is in het bijzonder de duur vermeld van het tijdvak, gedurende hetwelk deze verstrekkingen kunnen worden verleend.

Indien de werknemer genoemde verklaring niet overlegt, wendt het orgaan van de verblijfplaats zich ter verkrijging hiervan tot het bevoegde orgaan.

2. In geval van opname in een ziekenhuis geeft het orgaan van de verblijfplaats binnen drie dagen, na de dag waarop het hiervan kennis heeft gekregen, aan het bevoegde orgaan bericht inzake de datum van opname in een ziekenhuis of andere geneeskundige inrichting, alsmede inzake de vermoedelijke duur van de opname; bij vertrek uit het ziekenhuis of de andere geneeskundige inrichting geeft het orgaan van de verblijfplaats binnen dezelfde termijn het bevoegde orgaan kennis van de datum van vertrek.

3. Ter verkrijging van de machtiging voor het verstrekken van de in het vierde lid van artikel 12 van het Verdrag bedoelde verstrekkingen richt het orgaan van de verblijfplaats een verzoek tot het bevoegde orgaan. Indien deze verstrekkingen in onmiskenbare spoedgevallen zonder machtiging van het bevoegde orgaan zijn verleend, stelt het orgaan van de verblijfplaats dat orgaan hiervan onmiddellijk op de hoogte.

4. De onmiskenbare spoedgevallen in de zin van artikel 12, vierde lid, van het Verdrag zijn die gevallen, waarin het verlenen van een verstrekking niet kan worden uitgesteld zonder het leven of de gezondheid van de betrokkene ernstig in gevaar te brengen. In het geval waarin een prothese of een kunstmiddel door een ongeval is gebroken of beschadigd is het om de onmiskenbare spoed vast te stellen, voldoende de noodzaak van het herstel of de vernieuwing van het desbetreffende kunst- of hulpmiddel aan te tonen.

## Artikel 7

1. Om in het land van zijn nieuwe woonplaats in aanmerking te komen voor verstrekkingen, dient de in het tweede lid van artikel 12 van het Verdrag bedoelde werknemer aan het orgaan van zijn nieuwe woonplaats een verklaring over te leggen, waaruit blijkt, dat hem is toegestaan na de overbrenging van zijn woonplaats in het genot te blijven van de verstrekkingen. Het bevoegde orgaan geeft in deze verklaring eventueel de maximale duur aan, gedurende welke de verstrekkingen krachtens de bepalingen van de wettelijke regeling van het bevoegde land nog kunnen worden verleend.

Het bevoegde orgaan kan op verzoek van de werknemer na diens vertrek de verklaring uitreiken, indien deze verklaring, als gevolg van overmacht, niet tevoren kon worden opgesteld.

2. Met het oog op de verlening van verstrekkingen door het orgaan van de nieuwe woonplaats van de werknemer, zijn de bepalingen van het tweede en derde lid van artikel 6, van dit Akkoord van overeenkomstige toepassing.

3. Het orgaan van de nieuwe woonplaats onderzoekt, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van het bevoegde orgaan, de recht-hebbende geregeld teneinde vast te stellen of de geneeskundige be-handeling daadwerkelijk en regelmatig wordt verleend. Het stelt het bevoegde orgaan onmiddellijk van de resultaten van deze onderzoe-kingen op de hoogte. Het ten laste van het bevoegde orgaan blijven van de geneeskundige behandeling is afhankelijk van de naleving van deze voorschriften.

4. Indien het orgaan van de woonplaats vaststelt, dat de ver-pleging in het ziekenhuis dient te worden beëindigd, deelt het de werknemer de datum van het einde van de verpleging in het zieken-huis mede en zendt aan het bevoegde orgaan onmiddellijk een af-schrift van deze mededeling.

#### Artikel 8

De bepalingen van de artikelen 6 en 7 zijn van overeenkomstige toepassing voor de toekenning van verstrekkingen aan de gezinsleden, bedoeld in het zesde lid van artikel 12 van het Verdrag.

#### Artikel 9

1. Om in het land van hun woonplaats in aanmerking te komen voor verstrekkingen dienen de in het eerste lid van artikel 13 van het Verdrag bedoelde gezinsleden zich bij het orgaan van hun woon-plaats te laten inschrijven onder overlegging van de volgende bewijs-stukken:

(i) een verklaring, op verzoek van de werknemer door het be-voegde orgaan afgegeven, waaruit blijkt, dat de werknemer recht heeft op verstrekkingen, en welke de door de werknemer vermelde namen van zijn gezinsleden bevat. Deze verklaring is geldig zolang het bevoegde orgaan aan het orgaan van de woonplaats niet heeft medegedeeld, dat die verklaring niet meer geldig is;

(ii) de bewijsstukken, welke door de wettelijke regeling van het land van de woonplaats voor de toekenning van verstrekkingen aan de gezinsleden gewoonlijk worden geëist.

2. Het orgaan van de woonplaats deelt aan het bevoegde orgaan mede of de gezinsleden al dan niet recht hebben op verstrekkingen krachtens de wettelijke regeling welke door eerstgenoemd orgaan wordt toegepast.

3. De toekenning van verstrekkingen aan de gezinsleden is afhan-kelijk van de geldigheid van de in het eerste lid van dit artikel be-doelde verklaring.

4. De werknemer en diens gezinsleden dienen het orgaan van de woonplaats van laatstgenoemden in kennis te stellen van iedere wijzi-ging van hun toestand, waardoor verandering in het recht der gezins-leden op verstrekkingen zou kunnen ontstaan, in het bijzonder van

elke staking of wijziging van de werkzaamheden van de werknemer of van elke overbrenging van de woon- of verblijfplaats van hem of van een van zijn gezinsleden.

5. Het orgaan van de woonplaats verleent zijn goede diensten aan het bevoegde orgaan, met het oog op het uitoefenen van verhaal op een persoon, die ten onrechte verstrekkingen heeft verkregen.

### Artikel 10

In het geval, bedoeld in het tweede lid van artikel 13 van het Verdrag, verzoekt het bevoegde orgaan zonodig het orgaan van de laatste woonplaats van elk gezinslid, dat zijn woonplaats naar het bevoegde land heeft overgebracht, om inlichtingen omtrent het tijdvak, waarover onmiddellijk vóór de overbrenging verstrekkingen zijn verleend.

### Artikel 11

1. Om in het land van zijn woonplaats in aanmerking te komen voor verstrekkingen dient de rechthebbende op een pensioen of een rente, bedoeld in het tweede lid van artikel 15 van het Verdrag, zich te laten inschrijven bij het orgaan van zijn woonplaats, waarbij hij een verklaring overlegt; daarin wordt al naar gelang het land, waartoe het orgaan dat het pensioen of de rente verschuldigd is behoort, door de „Caixa Central de Segurança Social dos Trabalhadores Migrantes” of de Ziekenfondsraad opgegeven, of de rechthebbende op het pensioen of de rente voor zichzelf en zijn gezinsleden recht heeft op verstrekkingen. Het orgaan, dat deze verklaring heeft afgegeven, zendt hiervan een afschrift aan het orgaan van het land van de woonplaats van de rechthebbende.

2. De rechthebbende op een pensioen of rente dient het orgaan van zijn woonplaats in kennis te stellen van iedere verandering in zijn toestand, waardoor wijziging in zijn recht op verstrekkingen zou kunnen ontstaan, in het bijzonder van iedere opschorting of intrekking van zijn pensioen of rente en van iedere overbrenging van zijn woonplaats of die van zijn gezinsleden.

3. Het orgaan, dat de verklaring heeft opgesteld kan het orgaan van de woonplaats van de rechthebbende op het pensioen of de rente inlichten omtrent het einde van het recht op verstrekkingen van de rechthebbende.

### Artikel 12

1. Om tijdens een verblijf in het andere dan het bevoegde land in aanmerking te komen voor uitkeringen, dient de werknemer zich onmiddellijk tot het orgaan van de verblijfplaats te wenden, waarbij hij in het geval, bedoeld in het tweede lid van artikel 11 van het Verdrag, de verklaring, bedoeld in het eerste lid van artikel 5, in het geval, bedoeld in het eerste lid van artikel 12 van het Verdrag, de

verklaring, bedoeld in het eerste lid van artikel 6 en in het geval, bedoeld in het tweede lid van artikel 12 van het Verdrag de verklaring, bedoeld in het eerste lid van artikel 7 overlegt. Indien de wettelijke regeling, welke door dit orgaan wordt toegepast, hierin voorziet, dient hij een door de behandelende geneesheer afgegeven bewijs van arbeidsongeschiktheid bij te voegen. Voorts verstrekt hij zijn adres in het land waar hij verblijft, alsmede de naam en het adres van zijn werkgever en van het bevoegde orgaan.

2. Indien de werknemer de verklaring, bedoeld in het vorige lid, niet overlegt, wendt het orgaan van de verblijfplaats zich tot het bevoegde orgaan teneinde deze verklaring of een bewijs, dat de werknemer nog verzekerd is krachtens de wettelijke regeling van het bevoegde land, te verkrijgen. De verklaring bedoeld in artikel 7, eerste lid, wordt evenwel na de overbrenging van de woonplaats alleen opgesteld, indien zij als gevolg van overmacht niet tevoren kon worden opgesteld.

#### Artikel 13

1. Het orgaan van de verblijfplaats gaat zo spoedig mogelijk en in ieder geval binnen een termijn van drie dagen volgende op de datum waarop de werknemer zich tot dit orgaan heeft gewend, over tot een medische controle van de werknemer door een van zijn controlerende geneesheren. In het geval, dat het bevoegde orgaan in de verklaring, bedoeld in artikel 7, eerste lid, een datum heeft aan-gegeven, waarop de werknemer medisch gecontroleerd moet worden, kan het orgaan van de nieuwe woonplaats de eerste medische controle tot die datum uitstellen.

2. Het verslag van de controlerende geneesheer, waarin vermeld wordt of de werknemer arbeidsongeschikt is en in het bevestigende geval de datum van de aanvang van de arbeidsongeschiktheid, de diagnose en de vermoedelijke duur van de arbeidsongeschiktheid, wordt door het orgaan van de verblijfplaats binnen een termijn van drie dagen volgende op de datum van de controle, aan het bevoegde orgaan gezonden. Het orgaan van de verblijfplaats vermeldt de datum, waarop de werknemer zich tot dit orgaan heeft gewend.

#### Artikel 14

1. De werknemer is onderworpen aan de controlevoorschriften van het orgaan van de verblijfplaats.

2. Na de eerste medische controle zet het orgaan van de verblijfplaats de medische en administratieve controle voort alsof het zijn eigen verzekerde betrof. De medische controle wordt met zodanige frequentie verricht, dat de werknemer weer onderzocht wordt aan het einde van het tijdvak gedurende hetwelk hij volgens het laatste medische controlerapport vermoedelijk arbeidsongeschikt zou blijven.

3. De medische rapporten, waarin vermeld is of de werknemer nog arbeidsongeschikt is, de diagnose en de vermoedelijke duur van de arbeidsongeschiktheid, worden door het orgaan van de verblijfplaats binnen een termijn van drie dagen na de datum van de controle aan het bevoegde orgaan gezonden.

4. Wanneer het orgaan van de verblijfplaats vaststelt, dat de werknemer de controlevoorschriften overtreedt, stelt het onmiddellijk het bevoegde orgaan daarvan in kennis, waarbij de aard van de overtreding wordt medegedeeld en waarbij tevens wordt aangegeven welke gevolgen door het orgaan van de verblijfplaats gewoonlijk worden verbonden aan een dergelijke overtreding, wanneer het een eigen verzekerde betrof.

#### Artikel 15

1. Wanneer de controlerende geneesheer vaststelt, dat de werknemer in staat is of zal zijn de arbeid te hervatten, stelt het orgaan van de verblijfplaats hem dadelijk in kennis van het einde van zijn arbeidsongeschiktheid en doet het aan het bevoegde orgaan onverwijld een afschrift van deze kennisgeving toekomen, waarbij het verslag van de controlerende geneesheer wordt gevoegd.

2. Wanneer het bevoegde orgaan, op basis van de inlichtingen die het heeft ontvangen besluit, dat de werknemer in staat is de arbeid te hervatten, stelt het hem van haar beslissing in kennis, terwijl het een afschrift van deze kennisgeving naar het orgaan van de verblijfplaats zendt.

3. Wanneer in hetzelfde geval, door het orgaan van de verblijfplaats en door het bevoegde orgaan, twee verschillende data met betrekking tot het einde van de arbeidsongeschiktheid worden vastgesteld, is de datum, vastgesteld door het bevoegde orgaan doorslaggevend.

#### Artikel 16

Indien medisch wordt vastgesteld dat de gezondheidstoestand van de werknemer hem niet belet om naar het bevoegde land terug te keren, stelt het orgaan van de verblijfplaats hem er onmiddellijk van in kennis en zendt een afschrift van deze kennisgeving aan het bevoegde orgaan.

#### Artikel 17

Het bevoegde orgaan stelt de uitkeringen per internationale postwissel betaalbaar. Deze uitkeringen kunnen echter door het orgaan van de verblijfplaats voor rekening van het bevoegde orgaan worden verleend, indien laatstgenoemd orgaan hiermede instemt. In dit geval stelt het bevoegde orgaan het orgaan van de verblijfplaats op de hoogte van het bedrag der uitkeringen en van de datum of de data, waarop deze uitbetaald moeten worden, alsmede van de maximale uitkeringsduur.

## Artikel 18

1. Wat betreft de krachtens de bepalingen van artikel 11, tweede lid, en artikel 12, eerste, tweede en zesde lid, van het Verdrag verleende verstrekkingen wordt het werkelijke bedrag van de terzake van deze verstrekkingen gedane uitgaven, zoals zij uit de boekhouding van de organen blijken, door de bevoegde organen vergoed aan de organen, die de bovenbedoelde verstrekkingen hebben verleend.

2. Voor de vergoeding kunnen geen hogere tarieven in rekening worden gebracht dan die, welke gelden voor de verstrekkingen, verleend aan werknemers die vallen onder de wettelijke regeling, welke wordt toegepast door het orgaan, dat de in het eerste lid van dit artikel bedoelde verstrekkingen heeft verleend.

3. Het bepaalde in het eerste lid van dit artikel is van overeenkomstige toepassing op de vergoeding van de in de tweede volzin van artikel 17 van dit Akkoord bedoelde uitkeringen.

## Artikel 19

1. Wat betreft de krachtens het bepaalde in het eerste lid van artikel 13 van het Verdrag verleende verstrekkingen, worden de terzake van deze verstrekkingen gedane uitgaven voor elk kalenderjaar op vaste bedragen gewaardeerd.

2. Het vaste bedrag wordt vastgesteld door de gemiddelde jaarlijkse kosten per gezin te vermenigvuldigen met het gemiddelde jaarlijkse aantal gezinnen die voor berekening in aanmerking komen.

3. De gemiddelde jaarlijkse kosten per gezin zijn voor elk land gelijk aan het gemiddelde per gezin van de jaarlijkse uitgaven, met betrekking tot het totaal der door de organen van het land waar het gezin woonachtig is, verleende verstrekkingen aan alle gezinnen der verzekerden, die onder de wettelijke regeling van dat land vallen.

## Artikel 20

1. Wat betreft de krachtens het bepaalde in het tweede lid van artikel 15 van het Verdrag verleende verstrekkingen worden de terzake van deze verstrekkingen gedane uitgaven voor elk kalenderjaar op vaste bedragen gewaardeerd.

2. Het vaste bedrag wordt vastgesteld door de gemiddelde jaarlijkse kosten per rechthebbende op een pensioen of rente en per gezinslid van deze rechthebbende te vermenigvuldigen met het gemiddelde jaarlijkse aantal der rechthebbenden op een pensioen of rente en hun gezinsleden, die voor berekening in aanmerking komen.

3. De gemiddelde kosten per rechthebbende op een pensioen of rente en per gezinslid van deze rechthebbende is voor elk land gelijk aan het gemiddelde per rechthebbende op een pensioen of rente en

per gezinslid van de jaarlijkse uitgaven met betrekking tot het totaal der door de organen van het land waar de rechthebbende woonachtig is verleende verstrekkingen aan alle rechthebbenden op een pensioen of rente (met inbegrip van hun gezinsleden), die onder de wettelijke regeling van dat land vallen.

4. Voor de toepassing van het eerste, tweede en derde lid van dit artikel kunnen verschillende berekeningen gemaakt worden naar gelang van de leeftijdsklasse, waartoe de rechthebbenden op een pensioen of rente behoren.

#### Artikel 21

1. De in artikel 16 van het Verdrag bedoelde vergoeding wordt betaald door tussenkomst van de bevoegde verbindingsorganen.

2. De in het vorige lid bedoelde organen kunnen overeenkomen, dat de in de artikelen 19 en 20 van dit Akkoord bedoelde bedragen met een bepaald percentage worden verhoogd voor administratiekosten. Voor de toepassing van het bepaalde in de artikelen 18 tot en met 20 kunnen zij nadere overeenkomsten sluiten, in het bijzonder inzake het verlenen van voorschotten.

### HOOFDSTUK 2

#### *Invaliditeit, ouderdom en overlijden (pensioenen) Indiening en behandeling van aanvragen*

#### Artikel 22

1. De werknemer of de nagelaten betrekking van een werknemer dient, om in aanmerking te komen voor de uitkeringen op grond van de bepalingen van hoofdstuk 2 van Titel III van het Verdrag, een aanvraag volgens de door de wettelijke regeling van het land van zijn woonplaats vastgestelde modaliteiten aan het bevoegde orgaan van zijn woonplaats te richten.

2. Wanneer de werknemer of de nagelaten betrekking van een werknemer, niet woonachtig in Nederland of in Portugal, verzoekt in het genot te worden gesteld van een uitkering op grond van de bepalingen van hoofdstuk 2 van Titel III van het Verdrag, dient hij zijn aanvraag te richten tot het bevoegde orgaan van het land aan welks wettelijke regeling de werknemer laatstelijk onderworpen is geweest.

3. De aanvrager vermeldt, voor zover zulks mogelijk is, de organen der beide landen, waarbij de werknemer verzekerd is geweest, hetzij de werkgever of de werkgevers, bij wie hij in beide landen werkzaam is geweest.

## Artikel 23

De overeenkomstig het bepaalde in het vorige artikel ingediende aanvraag wordt in behandeling genomen door het bevoegde orgaan, waaraan hij gericht is. Dit orgaan wordt hierna aangeduid als „behandelend orgaan”.

## Artikel 24

1. Voor de behandeling van de aanvragen om uitkering maakt het behandelend orgaan gebruik van een formulier, waarin met name de noodzakelijke persoonsgegevens en een opsomming en een samenvatting voorkomen van de door de verzekerde vervulde tijdvakken van verzekering en daarmee gelijkgestelde tijdvakken krachtens de wettelijke regelingen waaraan hij onderworpen is geweest.

2. De toezending van dit formulier aan het bevoegde orgaan van het andere land vervangt de toezending van bewijsstukken.

## Artikel 25

1. Het behandelende orgaan geeft op het in het vorige artikel bedoelde formulier de tijdvakken van verzekering en de daarmee gelijkgestelde tijdvakken aan, welke zijn vervuld ingevolge de door dit orgaan toegepaste wettelijke regeling en zendt twee exemplaren van dit formulier aan het bevoegde orgaan van het andere land.

2. Dit orgaan vult het formulier aan door opgave van de tijdvakken van verzekering en de daarmee gelijkgestelde tijdvakken, welke ingevolge de wettelijke regeling, welke het toepast, zijn vervuld en zendt het vervolgens in tweevoud terug aan het behandelend orgaan. Bovendien worden op het formulier de volgende gegevens verstrekt:

het bedrag van de rechten op grond van de door dit orgaan toegepaste wettelijke regeling, rekening houdende met de bepalingen van hoofdstuk 2 van Titel III van het Verdrag, het bedrag van de uitkering waarop de aanvrager aanspraak zou kunnen maken zonder toepassing van het bepaalde in artikel 18 van het Verdrag, alleen op grond van de krachtens de wettelijke regeling, welke het toepast, vervulde tijdvakken van verzekering en daarmee gelijkgestelde tijdvakken, alsmede de rechtsmiddelen en de termijnen voor het instellen van beroep.

## Artikel 26

1. Indien het behandelend orgaan vaststelt, dat de aanvrager recht heeft op toepassing van het bepaalde in het tweede lid van artikel 19 van het Verdrag, stelt het de aanvulling vast, waarop de aanvrager op grond van deze bepaling recht heeft.

2. Voor de toepassing van de bepalingen van het tweede lid van artikel 19 van het Verdrag geschiedt de omrekening van de in verschillende nationale munteenheden vastgestelde bedragen volgens de

officiële wisselkoers van de dag waarop het pensioen wordt vastgesteld. Indien wijzigingen in deze koers optreden, wordt alleen dan tot herziening van het pensioen overgegaan, wanneer deze wijzigingen meer dan tien procent belopen.

#### Artikel 27

1. Het behandelend orgaan stelt de aanvrager in kennis van alle beslissingen met betrekking tot de toekenning van de hem verschuldigde uitkeringen, alsmede van de in elk der toegepaste wettelijke regelingen bepaalde rechtsmiddelen en termijnen voor het instellen van beroep.

2. Het behandelend orgaan zendt een afschrift van deze kennisgeving aan het bevoegde orgaan van het andere land, onder vermelding van de datum waarop deze kennisgeving aan de aanvrager is gezonden.

#### *Uitbetaling van de uitkeringen*

#### Artikel 28

1. De door een orgaan van een land verschuldigde uitkeringen aan rechthebbenden, die in het andere land wonen, worden rechtstreeks en op de in de door dat orgaan toegepaste wettelijke regeling voorziene vervaldagen uitbetaald.

2. Het orgaan, dat de uitkering verschuldigd is, stelt de uitkeringen per internationale postwissel betaalbaar en doet van de eerste betaalbaarstelling het orgaan van de woonplaats mededeling. De uitbetaling van deze uitkeringen kan echter op verzoek van het orgaan dat de uitkering verschuldigd is, door het orgaan van de woonplaats gedaan worden. In dit geval stelt het bevoegde orgaan het orgaan van de woonplaats op de hoogte van het bedrag der uitkeringen en van de datum of data, waarop deze betaald moeten worden, alsmede van de maximale uitkeringsduur.

#### Artikel 29

De uitkeringen worden aan de rechthebbenden uitbetaald zonder aftrek van porti of bankkosten.

### HOOFDSTUK 3

#### *Arbeidsongevallen en beroepsziekten*

#### Artikel 30

De op de uitkeringen en verstrekkingen bij ziekte betrekking hebbende bepalingen van dit Akkoord zijn van overeenkomstige toe-

passing op de uitkeringen en verstrekkingen waarop een werknemer, die getroffen is door een arbeidsongeval of beroepsziekte, aanspraak kan maken.

## HOOFDSTUK 4

### *Werkloosheid en kinderbijslagen*

#### Artikel 31

1. Om in aanmerking te komen voor de toepassing van een der bepalingen van de artikelen 29 en 31 van het Verdrag dient de belanghebbende aan het bevoegde orgaan een verklaring over te leggen met betrekking tot de in aanmerking te nemen tijdvakken, voor zover het noodzakelijk is deze mede te tellen ter aanvulling van de tijdvakken, welke op grond van de door genoemd orgaan toegepaste wettelijke regeling zijn vervuld.

2. De verklaring wordt op verzoek van de betrokkene door het orgaan waarbij hij laatstelijk in het andere land verzekerd is geweest, uitgereikt. Indien de betrokkene geen verklaring overlegt, verzoekt het bevoegde orgaan het betrokken orgaan om opstelling en toezending van de verklaring.

## TITEL III

### Diverse bepalingen

#### Artikel 32

1. In de gevallen, bedoeld in de artikelen 10, 18, eerste lid, 19, eerste lid, alinea *b*, 29 en 31 van het Verdrag worden de tijdvakken van verzekering en de daarmee gelijkgestelde tijdvakken, vervuld krachtens de wettelijke regelingen van de beide landen met het oog op het verkrijgen, het behoud of het herstel van het recht op uitkeringen, alsmede voor de berekening van deze uitkeringen, voor zover nodig samengeteld overeenkomstig de volgende regels:

- a.* indien een tijdvak van verzekering, vervuld op grond van een verplichte verzekering krachtens de wetgeving van een land, samenvalt met een tijdvak vervuld op grond van een vrijwillige of vrijwillig voortgezette verzekering krachtens de wetgeving van het andere land, wordt alleen het eerstbedoelde tijdvak in aanmerking genomen;
- b.* indien een krachtens de wetgeving van een land vervuld tijdvak van verzekering samenvalt met een krachtens de wetgeving van het andere land gelijkgesteld tijdvak, wordt alleen het eerstbedoelde tijdvak in aanmerking genomen;

- c. elk gelijkgesteld tijdvak, dat tegelijkertijd krachtens de wetgevingen van de beide landen is vervuld, wordt slechts in aanmerking genomen door het orgaan van het land aan welks wetgeving de verzekerde laatstelijk vóór het bedoelde tijdvak verplicht onderworpen is geweest; in geval de verzekerde vóór bedoeld tijdvak niet verplicht onderworpen zou zijn geweest aan de wetgeving van een land, wordt het bedoelde tijdvak in aanmerking genomen door het bevoegde orgaan van het land, aan welks wetgeving hij na dit tijdvak voor de eerste maal verplicht onderworpen is geweest;
- d. ingeval de periode, waarin bepaalde tijdvakken, vervuld krachtens de wetgeving van een land, niet nauwkeurig kan worden bepaald, wordt aangenomen dat deze tijdvakken niet samenvallen met tijdvakken van verzekering, vervuld krachtens de wetgeving van het andere land en wordt er, voor zover ze in aanmerking genomen kunnen worden, rekening mee gehouden.

2. Indien krachtens alinea *a* van het eerste lid van dit artikel geen rekening wordt gehouden met tijdvakken van verzekering, vervuld op grond van een vrijwillige of vrijwillig voortgezette verzekering krachtens de wetgeving van een land op het gebied van de verzekering inzake invaliditeit, ouderdom en overlijden (pensioenen) worden de premiebijdragen over deze tijdvakken geacht bestemd te zijn ter verbetering van de uitkeringen, verschuldigd krachtens de genoemde wetgeving.

### *Administratieve en medische controle*

#### Artikel 33

1. De administratieve en medische controle van rechthebbenden op uitkeringen krachtens de Portugese wettelijke regelingen, die in Nederland wonen, wordt op verzoek van het bevoegde orgaan uitgeoefend door tussenkomst van:

- a. de „Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging”, indien het uitkeringen bij ziekte en invaliditeit betreft;
- b. de „Sociale Verzekeringsbank”, indien het andere uitkeringen betreft.

2. De administratieve en medische controle van rechthebbenden op uitkeringen krachtens de Nederlandse wettelijke regelingen, die in Portugal wonen, wordt op verzoek van het bevoegde orgaan uitgeoefend door tussenkomst van de „Caixa Central de Segurança Social dos Trabalhadores Migrantes”.

3. Ieder bevoegd orgaan behoudt evenwel de bevoegdheid de rechthebbende door een arts van zijn keuze te doen onderzoeken.

4. Voor de beoordeling van de mate van invaliditeit houden de organen van elk land rekening met de geneeskundige rapporten en de administratieve inlichtingen, welke door de organen van het andere land worden verstrekt.

5. Van de aan de bevoegde organen verstrekte inlichtingen, met name van de geneeskundige rapporten, moet de vertaling in de Franse of Engelse taal worden meegezonden.

#### Artikel 34

Wanneer naar aanleiding van de in artikel 33 van dit Akkoord bedoelde controle wordt vastgesteld, dat de rechthebbende op een uitkering werkzaam is, terwijl hij in het genot is van een uitkering, of dat hij inkomsten geniet, welke de voorgescreven grens overschrijden of dat hij het werk heeft hervat, wordt aan het bevoegde orgaan rapport uitgebracht. In dit rapport dienen met name te worden vermeld: de aard van de verrichte werkzaamheid, het bedrag van het loon of van de inkomsten welke de betrokkene gedurende het laatstelijk verstreken kwartaal genoot, het normale loon, dat in hetzelfde gebied genoten wordt door een werknemer van de beroeps-groep waartoe de betrokkene behoorde uit hoofde van het beroep dat hij uitoefende vóór hij invalide werd, alsmede eventueel het oordeel van een geneesheer-deskundige omtrent de gezondheidstoestand van de betrokkene.

#### Artikel 35

Wanneer de betrokkene na opschorting van de uitkering welke hij genoot, opnieuw recht op uitkering verkrijgt, terwijl hij woonachtig is op het grondgebied van het andere land, verstrekken de betrokken organen elkaar wederzijds alle nodige inlichtingen met het oog op de hervatting van het verlenen van deze uitkering.

#### Artikel 36

De kosten van de administratieve controle, van de geneeskundige onderzoeken, van observaties, reizen van artsen en alle onderzoeken, noodzakelijk voor de toekenning of de herziening van een uitkering, worden aan het orgaan, dat met deze controle of deze onderzoeken is belast, vergoed op basis van het tarief, dat door dit orgaan wordt toegepast.

#### Artikel 37

Alle geschillen met betrekking tot de toepassing van dit Akkoord zullen worden opgelost door een commissie, samengesteld uit vertegenwoordigers van de bevoegde autoriteiten, die bevoegd zijn op het terrein van de sociale zekerheid en die zich kunnen laten bijstaan door deskundigen. De commissie komt heurtelings bijeen in het ene en in het andere land.

## Artikel 38

De verbindingsorganen kunnen, in gemeen overleg, de noodzakelijke formulieren voor verklaringen, aanvragen en andere documenten, benodigd voor de toepassing van het Verdrag, vaststellen.

Voorts kunnen zij, in gemeen overleg, aanvullende maatregelen van administratieve aard voor de toepassing van dit Akkoord treffen.

## Artikel 39

Dit Akkoord treedt op dezelfde dag in werking als het Verdrag en heeft dezelfde werkingsduur.

GEDAAN in tweevoud in de Franse taal te Lissabon, de 1ste mei 1968.

*Voor de Nederlandse Minister:*

(w.g.) G. E. VAN ITTERSUM

*De Portugese Minister:*

(w.g.) JOSÉ JOÃO GONÇALVES DE PROENÇA

---

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Akkoord zijn ingevolge artikel 39 op 1 juni 1968 in werking getreden.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, geldt het Akkoord alleen voor Nederland.

Wat Portugal betreft, geldt het Akkoord mede voor de Azoren, Madeira en de Kaapverdische eilanden.

J. GEGEVENS

Het onderhavige Akkoord is tot stand gekomen ter uitvoering van artikel 33 van het op 12 oktober 1966 te 's-Gravenhage ondertekende Verdrag tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Portugese Republiek inzake sociale zekerheid. Tekst en vertaling van het Verdrag zijn geplaatst in *Trb.* 1966, 294. Zie ook *Trb.* 1968, 103.

Uitgegeven de dertigste augustus 1968.

*De Minister van Buitenlandse Zaken,*

J. LUNS.